

Les Gilets Jaunes, perdants... ou « perdants » socio-économiques ?



Le mouvement des *Gilets Jaunes* est un mouvement de protestation apparu en France, de façon non structurée, en octobre 2018.

Ce mouvement a pour motivation initiale le rejet de l'augmentation de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE). Il s'élargit rapidement à d'autres revendications fiscales et sociales (hausse du pouvoir d'achat des classes moyennes et populaires, notamment rurales et périurbaines, maintien des services publics), et politiques (amélioration de la démocratie représentative, notamment par le référendum d'initiative citoyenne et la démission du président de la République, Emmanuel Macron).

Nous résumerons ici les tribunes de Pierre Merle (professeur de sociologie, ESPE de Bretagne et université de Bretagne-Occidentale) et de Frédéric Gilli (professeur affilié à Sciences Po et associé de l'agence Grand Public) parues dans *Le Monde* le 20 novembre 2018.

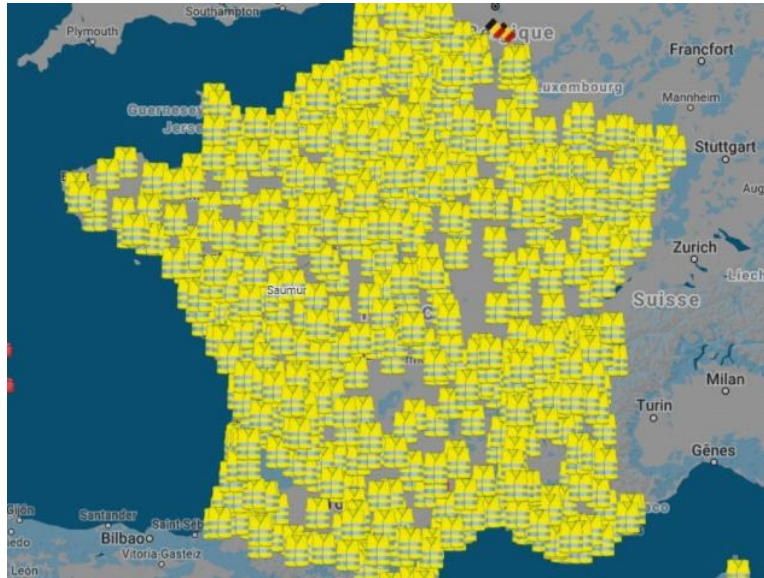


Pierre Merle, sociologue et professeur d'université, nous invite à voir à travers le mouvement des « *Gilets Jaunes* », une jacquerie (révolte paysanne) de la période pré-révolutionnaire. Le mouvement n'est, selon lui, que « la récolte de la semence du gouvernement » et par conséquent l'inévitable résultat d'inégalités trop creusées entre les élites et les classes moyennes ou populaires. D'après Pierre Merle, la politique française du moment se fait sans les « *Gilets Jaunes* » et contre eux.

Avis quelque peu différent de Frédéric Gilli, économiste spécialiste des questions urbaines : selon son analyse, les « *Gilets Jaunes* » sont « une facette du regain de la France dite « périphérique » », L'État ne s'adapte pas assez vite à la demande de projets montants de territoires métropolitains. L'économiste voit en ce mouvement un débouché positif pour « réconcilier les Français avec eux-mêmes, leur histoire et leurs dirigeants ». Il observe une « énergie formidable ». Il demande à l'État de ne pas apaiser la colère du peuple pour y répondre, mais de s'en servir pour un véritable programme d'investissement et d'accompagnement économique dans tous les territoires.

P. Merle décrit tout d'abord le mauvais traitement du problème des *Gilets Jaunes* par Emmanuel Macron, son incapacité à imaginer des solutions en le défiant de renoncer à sa « *conception top down du pouvoir* » et de vouloir réconcilier la « *base et le sommet* ». Il juge cette expression responsable d'accroître le problème, faisant la différence entre les élites dirigeantes et un conglomérat indifférent de plusieurs millions de Français. Selon lui cette « *base* » n'accorde plus aucune légitimité au « *sommet* », jugé incapable de comprendre le « *monde réel* » (les factures trop nombreuses et les fins de mois difficiles). Le sociologue souhaiterait construire des solutions avec « *ceux ayant une connaissance du terrain plus complexe que la technocratie parisienne* ». Des mots d'Emmanuel Macron et de ses mesures jugées insuffisantes et injustes résulte un conflit inévitable. Il souligne également l'absence de dialogue provoquant, aussi bien humainement que politiquement, une baisse majeure de popularité envers le président et le Premier ministre, réduisant leur légitimité et leurs possibilités d'action. C'est ensuite l'hypocrisie écologique qui est remise en cause avec des valeurs chiffrées. Alors que 10 % des plus riches émettraient quatre fois plus de carbone que les 50 % les plus pauvres, on demande encore et toujours, des efforts toujours plus gros aux classes moyennes. Il s'indigne de la suppression de l'ISF (Impôt Sur la Fortune) favorisant jets privés et yachts, grands pollueurs des plus riches. P. Merle rappelle également que la colère des *Gilets Jaunes* s'est aussi nourrie du mensonge sur les taxes sur les carburants : l'essentiel des taxes ne finance pas la transition écologique. Selon lui, « *avec la politique actuelle, le mode de vie polluant des plus riches est préservé et seules les autres catégories sociales sont amenées à financer une transition écologique illusoire* ». Il dénonce le manque de propositions d'alternatives à la voiture pour ceux qui ne peuvent s'en passer. Il conclut : « ***Les Gilets jaunes ne connaissent pas le détail des chiffres mais ils en ont une connaissance intuitive et en saisissent parfaitement le sens : la politique se fait sans eux et contre eux.*** »

Le sociologue termine en analysant la baisse de crédits budgétaires causée par la suppression de l'ISF et la création de la *flat tax* (prélèvement forfaitaire unique) imposant, tous les deux, une réduction sensible du périmètre d'intervention de l'État. La perte de ces recettes fiscales a donc causé une perte d'**1,7 milliards d'euros**.



La perte de l'ISF dans le budget a été aggravée par la mission « Cohésion de Territoires » dans la loi de finance 2018 ayant pour but d'améliorer l'accès aux services essentiels sur tous les points du territoire. C'est la mission « Travail et Emploi » du Ministère du Travail qui compensera cette perte (**1,5 milliards d'euros**). La loi de finance a contribué à la naissance des « *Gilets Jaunes* ». C'est donc, selon Pierre Merle, par ses décisions inadéquates, son incapacité à dialoguer et une répartition injuste des efforts collectifs (en écologie par exemple), que le gouvernement ne peut que récolter ce qu'il a semé. Il décrit les dirigeants du gouvernement comme « *des premiers de cordées semblables à d'anciens monarques, souvent ignorants de la France d'en bas, reproduisant les jacqueries de l'Ancien Régime* ». Il termine en s'interrogeant : « *Les leçons de l'Histoire peuvent-elles être encore comprises ?* ».

F. Gilli voit le mouvement autrement. Il relie les *Gilets Jaunes* aux problèmes territoriaux tels que les inégalités entre grandes périphéries métropolitaines et les campagnes ; seulement il observe également que ce mouvement, si particulier, rassemble la France entière car touchant plusieurs catégories de populations. Il observe que 73 % des Français font état de leur sympathie pour la mobilisation dont beaucoup ayant voté pour Emmanuel Macron à la dernière élection présidentielle. Il relève une remarque récurrente des manifestants : « *Si je m'en sors à peu près, ce n'est pas le cas de tout le monde* ». Ce sont des Français plutôt satisfaits de vivre là où ils vivent mais solidaires de « la France d'en bas » comme on aime à l'appeler. Les *Gilets Jaunes* sont, pour F. Gilli, une facette du regain de la France dite « périphérique ». Il rappelle que la croissance démographique française, depuis une dizaine d'années, est principalement portée par les petites communes. Il remarque aussi que beaucoup de porteurs de projets se heurtent au fait que l'État n'a pas encore pris la mesure de cette évolution géographique du pays. Il ne s'adapte pas à la demande montante des territoires non-métropolitains. En d'autres termes : **L'État ne suit pas**. Il voit cependant dans cette France de manifestations, de nouvelles opportunités : En effet « *si beaucoup de manifestants faisaient part de leurs difficultés sociales, témoignant de la difficulté de vivre au RSA, une très large proportion était socialement et économiquement très bien insérée !* ». Il accuse certains géographes, comme Christophe Guilluy, de populariser des visions inutilement catastrophistes de territoires pourtant riches d'énergie et de projets. De fait,

l'État et d'autres hérauts de cette France dite « périphérique » alimentent tous deux un problème démocratique. F. Gilli souligne ainsi l'impossibilité du dialogue entre la population et les dirigeants (point commun avec P. Merle) provoquant une perte totale de confiance des citoyens envers les partis ou le jeu électoral pour faire ressortir leur situation délicate. La difficulté des citoyens à se faire entendre est alors immense. L'économiste pense que l'on n'accompagne pas assez ces derniers pour développer leur énergie et leurs projets. Il ne suffit plus de les écouter mais de leur donner des outils : « *Ce n'est pas une question de gagner plus si l'on travaille plus, c'est une question d'émancipation et de souveraineté sur sa propre vie* ». Il en conclut que le gouvernement ne peut s'en sortir avec de simples mesures sur la fiscalité de l'essence. La France est secouée par cette crise à l'échelle nationale, du fait de sa profondeur et de la révolte de la « *France profonde* ». Il rappelle qu'Emmanuel Macron a en partie été élu sur la promesse du projet du pays pour ses habitants. Il observe également : « *Dans tous les territoires où je travaille, j'observe une énergie et une richesse formidable* ».

Le géographe propose de ne pas chercher à apaiser la colère du peuple mais de s'en servir comme un débouché. Cette colère est décisive, selon lui, pour mettre en place un véritable programme d'accompagnement et d'investissement économique dans tous les territoires. Il faudrait arrêter de « parier » sur une seule partie de la population pour donner sa chance à chacun. Ce serait ainsi la meilleure réponse politique, en cessant d'aggraver les oppositions, et en cessant de diffuser l'idée de périphéries arrêtées alors qu'elles sont en mouvement ; mais ce serait également la meilleure réponse économique à donner à ceux qui se plaignent du chômage et de la précarité dans les territoires ne concentrant pas les populations surdiplômées ; ce serait, enfin, une réponse au délitement progressif de nos cadres démocratiques dans une France confrontée aux multiples défis du XXI^e siècle.

Thomas JANNIN (1ES3), le 28 décembre 2018